



MEMORANDUM DES FORCES DEMOCRATIQUES DE LIBERATION DU RWANDA A L'OCCASION DE LA CONFERENCE DE GOMA SUR LA PAIX, LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT, DU 6 AU 14 JANVIER 2008.

1. Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) saluent la tenue de la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement à l'Est de la RDC et fondent l'espoir qu'elle permettra de mettre sur pied des voies et moyens pour résoudre pacifiquement les crises récurrentes que connaît la région des Grands Lacs Africains, spécialement le problème politique rwandais.
2. Les FDLR remercient sincèrement du fond du cœur le peuple congolais pour l'accueil fraternel des réfugiés rwandais sur son territoire depuis 1994 et pour le lourd fardeau qu'a fait pesé sur lui la présence de plusieurs centaines de milliers de réfugiés rwandais pendant plus d'une décennie. Les FDLR soutiennent fermement les efforts déployés par les forces vives de la Nation congolaise afin de mettre fin aux différentes crises récurrentes auxquelles est confronté le pays à travers les différentes guerres qui l'ont déchiré de 1996 à nos jours. Il est temps que la RDC s'atèle à sa reconstruction et à son développement.
3. A plusieurs reprises, les réfugiés rwandais ont lié leur sort à celui du peuple congolais, spécialement les peuples du Kivu. Les FDLR ont sans cesse participé à la pacification du Kivu en menant une cohabitation pacifique avec les congolais de cette zone toutes ethnies confondues.
4. La démocratisation véritable et la politique de bon voisinage étant la base de la sécurité durable des Etats limitrophes, les réfugiés rwandais vivant dans les forêts de l'Est de la RDC, abandonnés à leur triste sort et à leur autodéfense attendent beaucoup de ces assises de Goma.

I- PRESENTATION DES FDLR.

5. Les FDLR constituent un mouvement politico-militaire de libération du Rwanda. Fondé le 1^{er} Mai 2000, ce mouvement lutte pour la mise en place d'un Etat de Droit et l'instauration d'institutions véritablement démocratiques et républicaines au Rwanda. Pour cela, les FDLR entendent défendre leur Patrie et leur peuple menacé d'extermination par un régime tyrannique et fasciste du Front Patriotique Rwandais (FPR-Inkotanyi) caractérisé par une répression impitoyable et sanguinaire.
6. A la politique d'exclusion et au fascisme du FPR-Inkotanyi les FDLR opposent un dialogue politique, l'ouverture démocratique et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine au Rwanda.
7. L'organisation FDLR se veut être pour les opprimés et les exclus, l'espoir d'une nouvelle ère de paix et de reprise en main par le peuple rwandais de son avenir.
8. Les FDLR entendent être la voix des sans voix à savoir : les réfugiés rwandais abandonnés à eux-mêmes, les dizaines de milliers de prisonniers sans défense ni actes d'accusation établis qui croupissent depuis plus d'une décennie dans les geôles au Rwanda, les milliers d'innocents forcés de se culpabiliser pour vivre dans le mépris, les centaines de milliers de Rwandais terrorisés et opprimés sur base de leur appartenance ethnique, les survivants de génocide rwandais de 1994 victimes du mépris et de la persécution, les rapatriés de force de 1994, 1995, 1996, 1997 privés de leurs droits et de leurs biens;

plusieurs réfugiés d'année en année de 1994 jusqu'à aujourd'hui ainsi que toutes les victimes oubliées et manipulées de l'horrible tragédie rwandaise de 1990 à nos jours.

9. Les FDLR œuvrent pour :

- Le retour d'une paix durable au Rwanda et dans la région des Grands Lacs Africains.
- L'instauration d'un pouvoir fondé sur les principes universels de l'Etat de droit, la Démocratie basée sur le pluralisme politique, les Valeurs Républicaines avec des élections libres, régulières et transparentes organisées selon le principe „un homme—une voix“.
- La promotion des Valeurs Morales que sont le respect de la vie et la dignité humaine, l'honnêteté, la vérité, la liberté, la justice, l'émancipation de l'individu, le respect et l'amour du prochain, la tolérance, la cohabitation pacifique, la confiance et l'interdépendance des Rwandais.
- La réconciliation nationale, la reconstruction et le développement social et économique du pays.
- L'établissement de la vérité sur le drame rwandais pour juger tous les responsables et la réhabilitation de toutes les victimes sans distinction de région ni d'ethnie.
- La protection des groupes vulnérables et des minorités.
- La promotion de la paix, du bon voisinage ainsi que de l'intégration régionale et de la coopération internationale.
- La bonne gestion de la chose publique.

II- LA SITUATION DANS L'EST DE LA RDC ET LA PRESENCE DES FORCES COMBATTANTES ABACUNGUZI.

10. Les FDLR ont condamné à maintes reprises la guerre et les autres crimes graves et ignobles commis contre les peuples épris de paix de la région des Grands Lacs Africains et spécialement ceux du Sud et du Nord Kivu et ont demandé à ce que tous les auteurs de ces crimes soient identifiés et traduits en justice. Les FDLR profitent de la tenue de cette conférence de Goma pour réitérer leurs condamnations de ces crimes et leurs demandes d'une enquête internationale indépendante. Les FDLR ont des preuves irréfutables que beaucoup de ces crimes furent commis par les éléments infiltrés par Kigali dans le Kivu afin de les faire endosser aux FDLR pour salir leur image et leur bonne réputation. Les FDLR réitèrent leur offre d'aider la Communauté Internationale à identifier les auteurs des crimes commis en RDC afin qu'ils soient traduits en justice.
11. Les FDLR ont informé à temps et à plusieurs reprises le public et la Communauté Internationale sur les acteurs et les en-dessous de la nouvelle guerre actuelle qui fait saigner la région du Kivu : Laurent Nkundabatware n'a jamais été l'initiateur de cette guerre et ne dispose d'aucune armée qui lui soit propre. Il n'est qu'un pion placé par le régime de Kigali pour pouvoir reconquérir le Kivu, contrôler à nouveau les richesses énormes de cette région et récupérer par les armes ce que le RCD-Goma a perdu dans les élections démocratiques. Dans cette macabre aventure, Kagame et Nkundabatware sont soutenus et financés par des conglomérats internationaux qui veulent pérenniser le pillage et l'exploitation illicite des richesses de la RDC sans être inquiétés.
12. Les FDLR réaffirment leur ferme détermination à ne pas s'ingérer dans le conflit actuel à l'Est de la RDC même si la présence des troupes de Kigali n'est plus mise en doute.
13. Les FDLR rappellent qu'elles ont toujours appuyé le dialogue comme seule solution viable aux problèmes politiques et soutiennent fermement la nouvelle initiative du Président Congolais de chercher une solution politique et pacifique à la nouvelle guerre qui sévit dans le Kivu à travers un nouveau dialogue entre les diverses composantes de la société congolaise originaires du Kivu.
14. Les FDLR ont été et restent de véritables artisans de la paix à l'Est de la RDC. Après les accords de Lusaka, Sun City et Pretoria, elles ont accompagné et facilité la mise en application de ces accords. Les rapports des experts onusiens en témoignent.
15. Dans le souci de parvenir à un rapatriement digne de tous les réfugiés rwandais, spécialement ceux se trouvant en RDC, les FDLR ont fait diverses offres de paix au régime de Kigali. Entre autres initiatives, il y a lieu de citer le cantonnement de plus de 2500 militaires des FDLR sur la base militaire de Kamina d'août 2001 jusqu'en début novembre 2002 et la Déclaration de Rome du 31 Mars 2005 selon laquelle les FDLR offraient de cesser la lutte armée au profit du combat politique à condition que le régime de

Kigali ouvre de manière véritable et significative le champ politique à son opposition et accepte de négocier avec les FDLR de leurs conditions de retour.

16. Toutes les différentes offres de paix des FDLR n'ont jamais reçu un accueil favorable de la part du régime de Kigali et ont été souvent torpillées par ce régime et ses lobbies infiltrés dans la Communauté Internationale qui ne veulent pas qu'il y ait la paix dans la région des Grands Lacs Africains mais plutôt qui veulent profiter du chaos pour pérenniser le contrôle et le pillage des immenses richesses des peuples de cette région.
17. Le Rwanda et la région du Kivu sont des vases communicants : il y a des réfugiés rwandais au Kivu et des réfugiés congolais au Rwanda. Selon les FDLR, il faut éviter la politique de deux poids deux mesures. Il est absurde que le régime de Kigali continue à exiger le retour négocié des réfugiés congolais dans le cadre des négociations entre le gouvernement de la RDC et le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) alors que ce même régime refuse d'ouvrir les négociations avec les FDLR afin que les réfugiés rwandais se trouvant en RDC et ailleurs puissent eux aussi rentrer dans leurs pays dans la dignité et en toute sécurité.
18. Le plan de sécurisation de la région des Grands Lacs Africains ne devrait pas s'arrêter au seul dialogue inter-kivutiens mais aussi devrait impliquer de facto le dialogue inter-rwandais. Si le gouvernement de Kinshasa accepte d'engager un dialogue avec Laurent Nkundabatware pour résoudre le problème politique du Kivu, si le gouvernement burundais accepte de négocier avec les FNL et si le gouvernement ougandais négocie avec la LRA, pourquoi le régime de Kigali ne veut-il pas engager un dialogue avec les FDLR pour résoudre le problème politique rwandais ?
19. Les FDLR démentent encore une fois de plus certaines déclarations mensongères propagées par les médias de mauvaise foi selon lesquels le CNDP protégerait les Tutsi congolais contre les attaques des FDLR. Les FDLR rappellent qu'au début de l'année 2007 Laurent Nkundabatware avait déclaré lui-même dans les médias qu'il commençait une rébellion suite à un Tutsi congolais tué par un soldat congolais des FARDC dans le Nord Kivu. Et quand Laurent Nkundabatware attaquait Bukavu en Juin 2004, combien de Tutsi étaient là-bas sous la menace des FDLR ? Le carnage de populations civiles par les troupes de Nkundabatware à Kisangani en Août 2002 visait à sauver quels Tutsi qui étaient sous la menace des FDLR là-bas ? Les réfugiés rwandais ont cohabité pacifiquement aussi bien dans le Sud que dans le Nord Kivu avec toutes les ethnies, y compris les Tutsi congolais. Pourquoi les FDLR attaqueraient les Tutsi congolais dans le Nord Kivu et vivraient en parfaite harmonie avec les Banyamulenge dans le Sud Kivu ?
20. Les FDLR ne constituent aucunement un obstacle à la paix et la sécurité dans la région des Grands lacs mais ce sont les régimes dictatoriaux eux-mêmes qui font naître toutes formes d'opposition, y compris les oppositions armées.

Du désarmement forcé et de la neutralisation des forces combattantes Abacunguzi.

21. Les FDLR ont dans le passé condamné les tentatives de désarmement forcé que ce soit de la MONUC, des FARDC ou des troupes dites « mixées » qui furent dirigées contre les troupes des FDLR car les FDLR restent profondément convaincues que le problème rwandais qui a été à la base de leur fondation le 1^{er} Mai 2000 existe toujours et s'est même aggravé et que la seule solution à ce problème ne peut être trouvée que dans un dialogue inter-rwandais hautement inclusif et non dans le désarmement forcé ou la neutralisation de leurs forces.
22. Quand la Monuc et les FARDC ont constaté les limites de ces désarmements forcés ils ont opté pour le financement de l'autodestruction des FDLR. Certains membres du leadership des FDLR furent soudoyés et/ou ils ont eu des promesses des postes alléchants dans le régime de Kigali une fois qu'ils auraient posé un acte détruisant les FDLR. Ainsi, aussi bien dans la branche politique que dans la branche armée des personnes faibles d'esprit et de caractère ont-ils trahi notre organisation sur des conseils des agents de la MONUC et même du gouvernement congolais. Les résultats escomptés n'ont pas pu se réaliser. Les désertions et les mutineries n'ont pas pu et ne pourront ni détruire les FDLR ni entamer leur détermination.
23. Les tentatives de désarmement forcé ou celles de création des mutineries ont contribué à alimenter les groupes armés comme les Rastas, le Groupe 106, le Groupe Rai Mutomboki, etc. en éléments rwandais qui, après la mutinerie au sein des FDLR, ne sont pas rentrés au Rwanda mais ont préféré rester à l'Est

de la RDC en menant une vie de bandits. Les premières victimes de ces groupes armés sont toujours les populations civiles innocentes aussi bien congolaises que les réfugiés rwandais se trouvant à l'Est de la RDC.

24. Les membres des FDLR sont des rescapés des diverses guerres qui ont commencé au Rwanda le 1er Octobre 1990 et continuent actuellement en RDC. Les membres des FDLR ont suffisamment souffert dans ces divers conflits armés et voudraient ne plus s'impliquer dans aucune autre guerre.
25. La récente initiative des USA de pousser tous les pays de la région à neutraliser par la force tous leurs opposants est non seulement très dangereuse mais aussi elle augure d'une volonté de voir les peuples de cette chère région s'autodétruire alors qu'ils pouvaient vivre en paix en résolvant leurs différends pacifiquement à travers le dialogue.

Pour une enquête internationale indépendante.

26. Divers crimes de guerre, des crimes contre la paix et crimes contre l'humanité furent commis depuis 1994 jusqu'à nos jours sur le territoire de la RDC, spécialement dans la région du Kivu. Plusieurs milliers de réfugiés rwandais en furent aussi victimes. Une enquête internationale indépendante -qu'il ne faut pas saboter en mélangeant les charniers d'antan, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain pour taire la vérité et protéger les auteurs des crimes- sur ces crimes devrait être mise sur pied dans les meilleurs délais afin de les qualifier, d'identifier leurs auteurs et un tribunal pénal international devrait être créé pour juger les présumés auteurs de ces crimes.

III- SITUATION ACTUELLE AU RWANDA.

Une persécution permanente et une diabolisation tous azimuts.

27. Le régime actuel au Rwanda est un régime sanguinaire, fasciste et hégémonique : il est parvenu en si peu de temps à exclure la majorité écrasante du peuple rwandais de la gestion de la chose publique et à jeter la masse de la population rwandaise dans une pauvreté effroyable.
28. Le FPR-Inkotanyi a instauré un régime de terreur dont les méthodes rappellent celles de la GESTAPO du nationalisme allemand d'Hitler ou celle de la STASI dans l'ex-Allemagne de l'Est.
29. Les gens qui ont vécu avec le maître de Kigali le Général-Président Paul Kagame dans la diaspora ougandaise ainsi que leurs familles proches se sont institués en « Seigneurs » au Rwanda avec le droit de vie et de mort sur les autres citoyens rwandais qu'on peut qualifier de « serfs ». Dans cette catégorie de serfs on y trouve aussi bien les Tutsi qui, en 1994 avaient cohabité en harmonie avec les Hutu, ainsi que les Hutu appelés communément « Interahamwe » sans distinction aucune, qu'ils aient effectivement appartenu aux mouvements de jeunes du parti MRND ou pas.
30. Tout rwandais qui ose exprimer son mécontentement envers le régime actuel de Kigali disparaît. Si pour l'une ou l'autre raison le régime ne peut pas directement le faire disparaître, il est taxé d'« Interahamwe » s'il est Hutu et de monarchiste ou de collaborateur avec les forces négatives s'il est Tutsi. Le cachet d'Interahamwe ou de monarchiste ou de collaborateur avec les forces négatives est déjà une condamnation avant même tout procès judiciaire et cette condamnation ne touche pas seulement la victime mais aussi les membres de sa famille et ses amis. Raison pour laquelle toute personne taxée d'Interahamwe, de monarchiste ou de collaborateur avec les forces négatives devient un paria au Rwanda. Ainsi, personne ne peut plus lui rendre visite même une fois qu'il est en prison et l'emprisonnement sur simple base de délation dure au Rwanda jusqu'à une dizaine d'années sans dossier. Ceux qui ont de la chance parviennent à s'échapper et à rejoindre la diaspora mais les amis ou les parents qui restent au pays en paient un lourd tribut dans les interrogatoires interminables et tortures. Certains disparaissent ou sont emprisonnés soi-disant pour avoir aidé un des leurs à quitter le pays.

La terreur, le monopole économique et la paupérisation des masses populaires érigés en mode de gouvernement.

31. Les membres de la classe des « Seigneurs » et leurs familles jouissent de tous les droits au Rwanda : ils n'ont pas seulement le droit de cité sur la vie ou la mort des autres rwandais, mais ils ont aussi le droit de s'approprier injustement des biens des Hutu et des Tutsi qui sont tombés en disgrâce du régime, ils ont le droit de bénéficier de montants illimités de crédits des banques rwandaises, leurs enfants ont le droit de bénéficier de l'éducation primaire, secondaire et universitaire dans les meilleures écoles et universités et directement ou indirectement au frais de l'état rwandais.
32. Les membres de cette classe de Seigneurs et leurs familles contrôlent la quasi-totalité de l'administration de l'Etat rwandais, ils contrôlent les postes-clés dans l'armée, les sociétés privées et parastatales, dans la hiérarchie de l'Eglise Catholique ainsi que dans d'autres confessions chrétiennes, ils contrôlent tous les établissements primaires, secondaires, universitaires, aussi bien privés que publics. Ils contrôlent toute la vie économique du pays à tel point que même les simples détaillants vendant la pacotille sur le marché doivent passer par les personnes appartenant à ces réseaux de la classe des Seigneurs pour pouvoir exercer le commerce et ils doivent aussi leur payer régulièrement une redevance.
33. Le Rwanda d'avant Avril 1994 convoité par tous les Africains, admiré par les Américains, les Européens et les institutions de Breton Woods comme étant un modèle de développement pour les pays du Tiers-Monde est aujourd'hui devenu le pays de l'exclusion, de la misère, du désespoir et de la mort. Le rêve de la plus grande partie de la population rwandaise qui vit 'a l'intérieur est de pouvoir quitter le Rwanda, fuir leur propre pays, tout abandonner derrière eux, ne fût-ce que pour aller végéter dans les camps de fortune dans les pays limitrophes.
34. Ceux qui parviennent à quitter le Rwanda pour les études, ceux qui partent en mission du régime ou en visite n'y retournent plus. Avant 1994 plus de 95% de jeunes diplômés rwandais rêvaient de s'installer au Rwanda et d'œuvrer au développement de leur pays ; actuellement plus de 95% de jeunes diplômés rwandais, toutes ethnies confondues, rêvent de quitter le Rwanda pour aller s'installer à l'étranger y rester ou s'exiler.
35. Pour stopper cette fuite de cerveaux et obliger les étudiants rwandais boursiers à l'étranger à rentrer au Rwanda, des consignes furent données aux universités étrangères de ne plus délivrer les diplômes aux étudiants rwandais se trouvant à l'étranger mais d'envoyer plutôt les diplômes au Rwanda afin que les jeunes diplômés soient forcés de rentrer dans leur pays si ce n'est pas par amour du pays ne fut-ce que pour pouvoir récupérer leurs diplômes !
36. Même les familles de la classe des Seigneurs sont conscientes que l'oppression du peuple rwandais risque de se retourner contre elles, raison pour laquelle seuls les maris restent en permanence au Rwanda : les enfants et les femmes vivent à l'étranger et ne viennent visiter le Rwanda qu'à l'occasion de grandes fêtes et pendant les vacances scolaires.
37. Ces Seigneurs n'investissent leurs capitaux qu'à l'étranger ou dans la capitale Kigali où ils pensent que leurs capitaux seront à jamais protégés par l'arsenal militaire offert par les pays amis au régime fasciste du FPR. Les campagnes sont délaissées à elles-mêmes. Au moment où les Seigneurs qui sont arrivés au pouvoir à Kigali en juillet 1994 plus pauvres que le citoyen rwandais moyen habitent actuellement dans des villas dont certaines sont évaluées à plusieurs centaines de milliers de dollars américains, les citoyens rwandais vivant à la campagne ne sont plus en mesure de se procurer les produits et les services de la vie courante comme le sel, l'huile, le paiement des frais médicaux ou les frais scolaires pour les enfants.
38. Seuls les Seigneurs et leurs familles peuvent s'offrir deux à trois repas par jour alors qu'avant 1994 n'importe quel citoyen rwandais, même le plus pauvre pouvait manger à sa faim et autant de fois qu'il voulait par jour.
39. Le Rwandais qui, avant 1994, était réputé pour son intégrité morale, n'a plus honte des mauvais usages comme vivre de la mendicité, de la corruption, de l'escroquerie, de la prostitution, du vol ; il est obligé de pratiquer ce qu'il haïssait dans les années 80 pour pouvoir joindre les deux bouts du mois.
40. Malgré les beaux chiffres de propagande publiés par le régime de Kigali, le sida fait des ravages au sein de la population urbaine, et la prostitution est presque institutionnalisée dans le pays. La mendicité est

devenue une profession à Kigali : les gens passent des journées entières à quémander chez des connaissances, des parentés pour pouvoir avoir de quoi se payer le repas du soir.

41. Les Rwandais qui ne parviennent pas malgré eux à quitter le pays vivent comme des zombies sous des menaces perpétuelles du régime. Les Rwandais légendaires pour leur esprit hospitalier, leur générosité et leur gaieté ont perdu le goût de la vie.
42. Devant des rumeurs de mécontentement généralisé de la population, les détenteurs du pouvoir ne font que menacer les masses populaires de les exterminer quand elles oseront montrer publiquement leur mécontentement : les paroles comme « Nzabasya », « Nzabereka », « Nzabamara », etc. sortent régulièrement de la bouche du Président Paul Kagame qui, d'après les élections démocratiques, a été élu avec 95,05% des voix et donc logiquement ne devrait pas craindre la masse populaire s'il n'avait pas truqué les élections.

Le Rwanda : un cimetière déjà programmé.

43. Les nouveaux maîtres de Kigali n'hésitent pas à dire tout haut que la diaspora rwandaise actuelle devrait attendre au moins trente ans comme eux pour pouvoir rêver d'accéder au pouvoir au Rwanda. Dans d'autres occasions, ils proclament qu'ils ne vont jamais négocier avec la rébellion armée Hutu aussi longtemps que celle-ci ne se sera pas rendue maître par les armes d'une partie du territoire rwandais.
44. Sûrs d'eux-mêmes, les Seigneurs de Kigali qui ont grandi en Ouganda disent que militairement ils sont invincibles et que même si tout le feu de l'intérieur de la terre devait se déverser sur le Rwanda, ils ne lâcheraient jamais le pouvoir qu'ils ont conquis par les armes. Et si tout de même ils devaient quitter ce pouvoir, ils ont déjà prédit qu'avec l'arsenal d'armes reçues des Américains ils vont d'abord transformer le Rwanda en un cimetière. Leur slogan est « après nous, le déluge! »
45. Toute cette armature de prolifération de menaces quotidiennes ne fait qu'augmenter le traumatisme du Rwandais qui n'est même pas encore guéri des séquelles de la guerre et des massacres encore tous frais dans sa mémoire.
46. Pour montrer qu'ils sont capables de mettre en acte leurs paroles apocalyptiques, les Seigneurs de Kigali-distribuent massivement armes et munitions, non seulement aux fameux « Local defence forces » mais aussi à ceux-là même qu'on appelle des rescapés! En plus de cela des unités militaires armées jusqu'aux dents sont déployées chaque nuit sur toute l'étendue du pays, en plus des « Local defence forces ». La nuit, aucun n'ose parler sur les collines, un seul mot mal placé peut amener toute la famille en prison, les contes qui nous faisaient plonger dans le monde irréel du beau, de l'héroïsme avant de dormir, peuvent être considérés comme divisionnistes ou avoir tel ou tel aspect ethnique alors qu'il n'y a plus d'ethnies au Rwanda d'après le régime actuel en place.

Diabolisation et culpabilisation permanentes du peuple rwandais par le régime de Kigali.

47. Le régime de Kigali ne cesse d'être inventif quant à l'arme à utiliser pour faire taire la masse populaire qui n'accepte pas de danser au rythme du FPR ni des éléments de la Communauté internationale qui l'ont intronisé.
48. Après avoir liquidé les Hutu et les Tutsi de l'intérieur dans un génocide sans précédent jusqu'à maintenant attribué faussement aux seuls Interahamwe alors que le régime actuel en a aussi le droit de co-auteur, après avoir fait taire des centaines de milliers de Hutu dans des prisons mouroirs pendant plusieurs années pour la majorité sans aucun dossier d'accusation, actuellement l'accusation de « véhiculer l'idéologie génocidaire », ou « d'être divisionniste » fait ses victimes dans les groupes qui étaient considérés jusqu'à maintenant comme n'étant pas responsables du génocide, à savoir les Hutu qui étaient des bébés en 1994 et ceux à qui le régime de Kigali en 1994 par tactique divisionniste avait donné le qualificatif de « Hutu modérés ». Les enfants Hutu sont chassés des écoles; les employés, les professeurs sont licenciés sans préavis, emprisonnés sans autre explication que celle de « véhiculer l'idéologie génocidaire » ou « d'être divisionniste ». Le régime de Kigali n'est pas seulement un régime de l'oppression, un régime qui exporte les guerres chez ses voisins, un régime mercenaire, un régime d'apartheid pire que celui de l'Afrique du Sud, un régime qui sème la mort, le désarroi et le désespoir ; le régime de Kigali est aussi et surtout un régime qui conduit le pays devant une autre apocalypse pire que celle que le Rwanda et les pays de la région des Grands Lacs ont vécu jusqu'à présent.

Faire taire à jamais son opposition.

49. Kagame a déjà affirmé *qu'un enfant d'un génocidaire est aussi un génocidaire*. A ces victimes de la campagne de délation du régime de Kigali s'ajoutent chaque jour des victimes des fameux tribunaux Gacaca : à peu près 900.000 rwandais exclusivement de l'ethnie Hutu, encore en liberté doivent, 14 ans après le génocide rwandais, passer devant les tribunaux car ils sont soupçonnés d'avoir participé au génocide et cette liste n'est pas exhaustive car des listes qui sortiront dans 5 ans sont déjà dans les tiroirs du régime ! Cette injustice innommable se passe dans un pays où non seulement les Tutsi furent tués par les Tutsi et les Hutu mais aussi les Hutu furent tués par les Tutsi et les Hutu ! Même le nombre de Hutu victimes du génocide rwandais est trois à quatre fois plus élevé que celui des Tutsi ! Mais quand on se permet de dire que beaucoup de responsables du FPR doivent passer aussi devant les tribunaux car étant co-responsables du génocide rwandais on est vite accusé d'être *révisionniste*, de *véhiculer une idéologie génocidaire* ou d'insulter les nouveaux maîtres de Kigali dont le seul projet de société qu'ils offrent au Rwandais et dont ils ne cessent de venter les mérites n'est rien d'autre que « *d'avoir arrêté le génocide* » ! Pour Kigali, chercher à poser des questions sur le génocide rwandais, sur ses vrais auteurs et ses vraies victimes doit rester un tabou afin de ne pas pointer du doigt l'un ou l'autre Seigneur de la guerre !
50. Les Rwandais, toutes ethnies confondues, n'ont aucune confiance dans le régime actuel. Ils ont perdu tout espoir dans un avenir meilleur et cela touche toutes les ethnies et toutes les couches de la société rwandaise. Si le régime de Kigali ouvre les frontières il n'y aurait même pas 10% de la population qui resterait dans le pays ! Le fait qu'il y ait un nombre croissant de Rwandais qui fuient le régime de Kigali pour aller demander l'asile politique dans des pays de l'Union Européenne et aux USA, et ce depuis cinq ans, montre clairement que le problème politique rwandais n'est pas un problème exclusivement de composantes ethniques mais que c'est un problème d'un régime qui est rejeté par sa population. Evidemment les méthodes de contrôler des départs des rwandais installés par les services de sécurité au Rwanda font qu'il est devenu quasi impossible à un Hutu de quitter le Rwanda pour aller directement demander l'asile politique en Europe ou aux USA.
51. Se sentant menacé par les réfugiés rwandais se trouvant dans la diaspora, le régime de Kigali a inventé une armada de moyens pour les exterminer là où ils ont trouvé asile ou les contraindre à rentrer de gré ou de force au bercail . Le régime utilise ses lobbies et groupes de pression qui jouissent des fruits du pillage des ressources de la région des Grands Lacs Africains pour pouvoir faire rentrer de force les réfugiés rwandais ayant trouvé refuge dans certains pays africains et cela en flagrante contravention des conventions internationales sur les droits des réfugiés. Les derniers cas les plus spectaculaires furent le refoulement de plus de 20.000 réfugiés rwandais du Burundi entre Mai et Août 2005 et le refoulement de plus de 3.000 réfugiés rwandais de l'Ouganda en Novembre 2007. Là où la corruption des cadres de l'administration ne peut atteindre les résultats escomptés, des pressions sont exercées par certains pays de l'occident et par certaines institutions financières sur les pays africains qui ont intégré les réfugiés Hutu rwandais afin que ceux-ci soient refoulés vers le Rwanda alors que ces mêmes pays de l'occident accueillent régulièrement par dizaines sinon par centaines chaque mois des rwandais fuyant le régime de Kigali.
52. Des escadrons de la mort sont formés et envoyés dans la diaspora pour pouvoir éliminer ceux que le régime prend pour dangereux ; des équipes d'amazones infectées par le sida sont formées et envoyées dans la diaspora pour propager le sida chez les opposants au régime rwandais. Aussi les méthodes d'empoisonnement traditionnelles et modernes furent-elles raffinées et utilisées pour exterminer les réfugiés et les leaders de l'opposition dans la diaspora en particulier ceux se trouvant dans les forêts de la RDC.
53. Des organisations de délation créées par le régime de Kigali sont à l'œuvre dans le monde entier à la recherche des gens qui par malheur étaient au Rwanda le 6 avril 1994 pour les accuser à tort d'être génocidaires afin de les faire refouler vers le Rwanda ! Le vrai motif de ces accusations n'est pas que les présumés génocidaires aient réellement participé au génocide, mais qu'ils aient refusé de se soumettre au régime du FPR!
54. Talonnés de partout, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur, les opposants au régime de Kigali ne savent pas à quel Dieu se vouer autre que celui du Rwanda dont on dit qu'Il passe toujours la nuit au Rwanda!

55. L'aide militaire et financière non conditionnée ainsi que le lobby que les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et certains pays de l'Union Européenne ne cessent d'accorder au régime de Kigali ne font que renforcer son arrogance et lui faire croire à une suprématie militaire non seulement face à sa rébellion qui s'est jusqu'à maintenant montrée très réservée quant à la résolution d'un conflit politique par les armes mais aussi face aux Etats voisins. Le régime de Kigali croit actuellement pouvoir sans s'inquiéter commettre n'importe quel crime contre l'humanité, déstabiliser les pays voisins qu'il veut et quand il veut et cela avec l'aide de ses parrains américains et européens!

IV- RECOMMANDATIONS.

56. Le problème rwandais est un problème politique et ne peut pas être résolu par les moyens actuellement prônés par Kigali et ses sponsors à savoir la persécution et l'intimidation du leadership des FDLR, la corruption de certains membres du leadership des FDLR afin que de l'intérieur ils détruisent le mouvement, l'emprisonnement ou l'élimination physique du leadership des FDLR, le désarmement forcé ou la neutralisation des FDLR.

57. Les FDLR ont depuis leur fondation offert au régime de Kigali de résoudre le problème politique rwandais à travers un dialogue et non par les armes. Cette offre des FDLR reste toujours valable. Les peuples de la région des Grands Lacs Africains devraient conjuguer leurs efforts pour résoudre dans le dialogue tous les problèmes liés à la présence des régimes dictatoriaux dans la région afin de pouvoir se consacrer dans la paix et la sécurité au développement harmonieux de leur région.

58. Les FDLR font les recommandations suivantes aux différents acteurs suivants pour résoudre définitivement le problème politique rwandais qui est en fait à la base des guerres interminables que connaît actuellement la région des Grands Lacs Africains:

1. Au peuple Congolais :

59. Etre encore patient : les FDLR n'ont jamais eu et n'auront jamais de visées hégémoniques sur la RDC. Les FDLR sont dans le Kivu à cause des problèmes politiques existant au Rwanda dont elles attendent qu'ils soient résolus à travers le dialogue et de manière pacifique afin qu'elles puissent avec tous les autres réfugiés rwandais rentrer dans leur pays.

2. Au gouvernement de Kinshasa, à la Monuc et à l'Union Africaine :

60. Dissocier les FDLR d'avec les autres groupes armés existants ou ayant existé : les FDLR ne sont pas et n'ont rien à voir avec des ex-FAR, des Interahamwe, des Rastas, des RUD-Urunana, etc.

61. Miser sur le dialogue et non sur la guerre pour résoudre le problème politique rwandais qui est à la base de la présence des FDLR dans le Kivu. Il n'y a que des gens de faibles esprits et qui manquent de courage et d'arguments pour se précipiter à faire la guerre.

62. Dans vos analyses, chercher à écouter toutes les parties concernées par le problème politique rwandais et ne pas continuer à commettre la même erreur comme dans le passé à savoir: suivre les schèmes tracés par le régime de Kigali et ses sponsors et n'écouter que ses campagnes qui n'ont été jusqu'à maintenant que mensongères.

63. Eviter comme dans le passé de miser sur la liquidation du leadership des FDLR pour résoudre le problème politique rwandais. Le leadership des FDLR a changé plusieurs fois dans le passé, certains membres du leadership des FDLR furent corrompus et ont rejoint le régime de Kigali mais les FDLR n'ont pas été dissoutes pour autant.

64. Ne pas vouloir faire aux FDLR ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fasse !

3. A la Communauté Internationale, spécialement aux USA, à la Grande Bretagne et à l'Union Européenne :

65. Plaider pour que la justice au Rwanda soit impartiale, équitable et basée sur la recherche d'une vraie réconciliation nationale.

66. Dissocier les FDLR d'avec les autres groupes armés existants ou ayant existé : les FDLR ne sont pas et n'ont rien à voir avec des ex-FAR, des Interahamwe, des Rastas, des RUD-Urunana, etc.
67. Ne pas continuer à faire des erreurs dans vos appréciations. Les FDLR ne sont pas des démons qu'il faut écraser militairement et le FPR-Inkotanyi n'est pas composé que d'anges qui nécessitent une protection, surtout de votre part.
68. Ecouter toutes les parties en conflit dans le problème politique rwandais.
69. Cesser votre assistance militaire, vos aides diplomatiques et votre lobbying au régime de Kigali qui ne font que contribuer à accentuer son arrogance contre ses opposants et contre les pays de la région.
70. Accepter que les entreprises multinationales n'ont pas besoin de collaborer avec un régime criminel pour pouvoir avoir accès aux immenses ressources de la région des Grands Lacs Africains et aider les peuples de cette région à se doter d'institutions véritablement démocratiques.
71. Eviter d'exporter au Rwanda des caricatures de démocraties.
72. Accepter le principe démocratique de l'autodétermination des peuples.
73. Associer les concernés, à savoir les FDLR, à tous les pourparlers visant la recherche de la solution pour la paix dans la région des Grands Lacs Africains.
74. Imposer au régime de Kigali de mener des négociations avec son opposition avant les prochaines élections législatives prévues au Rwanda en 2008.

4. Au régime de Kigali :

75. Accepter de se mettre sur une table de négociation avec son opposition pour s'entendre sur la gestion du pays afin de préparer les vraies élections démocratiques au Rwanda.
76. Accepter la mise sur pieds d'une **commission vérité et réconciliation** pour pouvoir déterminer les responsabilités de chaque groupe politique ou armé dans la tragédie rwandaise et ce depuis 1990 jusqu'aujourd'hui.
77. Reconnaître que tous les êtres humains naissent libres et égaux, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs et qu'il n'y a personne qui est né pour opprimer et d'autres qui sont nés pour être opprimés.
78. Reconnaître que la concentration du pouvoir militaire, économique, judiciaire et politique entre les mains d'une petite clique de gens ayant comme dénominateur commun d'avoir vécu ensemble dans les camps de réfugiés de Nakivale ne finira que par provoquer des révoltes sociales et sanglantes au sein du peuple rwandais.
79. Cesser la politique de paupériser, de terroriser, de discriminer, de décimer sa propre population.
80. Cesser de servir de pays voyou aux entreprises multilatérales étrangères.
81. Cesser d'exploiter le génocide rwandais dans lequel plus de trois millions de rwandais toutes ethnies confondues ont péri pour se maintenir au pouvoir.
82. Cesser d'exporter le terrorisme ouvert ou déguisé dans les pays ayant accueilli les réfugiés rwandais
83. Cesser d'exporter la guerre et l'hégémonie dans les pays voisins.
84. Reconnaître que le FPR n'a pas arrêté le génocide rwandais et qu'il a une part de responsabilité dans ce génocide.
85. Reconnaître que dans son propre intérêt, le FPR-Inkotanyi doit accepter d'ouvrir rapidement un dialogue avec son opposition pour jeter les bases solides d'une vraie réconciliation nationale de toutes les composantes de la société rwandaise.

86. Œuvrer pour la recherche de la vérité sur les tragédies rwandaises et congolaises et faire de cette vérité une base de réconciliation des peuples.
87. Chercher une solution définitive au problème des réfugiés rwandais dans son ensemble et éviter de chercher des solutions partielles qui ne résoudront pas le problème politique rwandais.
88. Dissocier le problème juridique lié au génocide rwandais que peuvent avoir aussi bien certains membres des ex-FAR que ceux du FPR-Inkotanyi du problème politique des FDLR.
89. Cesser d'intimider les opposants rwandais par une institutionnalisation d'une fausse classification du peuple rwandais en deux groupes « *les bons* » (à savoir les Tutsi du FPR-Inkotanyi) et « *les mauvais* » (à savoir les Hutu et les Tutsi qui n'avaient pas vécu dans la diaspora avant 1990).

5. Aux Médias :

90. Mettre fin à la campagne de dénigrement et de mensonge pratiquée envers les FDLR.
91. Chercher à connaître et faire connaître la vérité sur la tragédie rwandaise en écoutant toutes les parties concernées par le problème rwandais.
92. Dissocier les FDLR d'avec les autres groupes armés existant ou ayant existé : les FDLR ne sont pas et n'ont rien à voir avec des ex-FAR, des Interahamwe, des Rastas, des RUD-Urunana etc.
93. Mettre fin à l'institutionnalisation d'une fausse classification du peuple rwandais en deux groupes « *les bons* » (à savoir les Tutsi du FPR-Inkotanyi) et « *les mauvais* » (à savoir les Hutu et les Tutsi qui n'avaient pas vécu dans la diaspora avant 1990).

V- CONCLUSION.

94. Les FDLR sont un mouvement politico-militaire fondé le 1^{er} Mai 2000 qui n'a rien à voir avec la tragédie rwandaise qui a commencé avant son existence avec la guerre du 1^{er} Octobre 1990. Elles sont le résultat de l'oppression impitoyable et de la politique d'exclusion du régime fasciste du FPR actuellement en place à Kigali et ne sont pas la cause de l'insécurité dans la région des Grands Lacs Africains, spécialement à l'Est de la RDC.
95. Les FDLR sont convaincues que le problème rwandais est un problème politique qui ne peut être résolu que politiquement à travers un dialogue direct et franc entre le régime actuel de Kigali et les forces composant son opposition armée et non armée. Elles restent convaincues que tout essai de résoudre le problème politique rwandais par les armes aura des effets déstabilisateurs et néfastes pour toute la région des Grands Lacs Africains et, est par conséquent à proscrire.
96. Le régime de Kigali est devenu dangereux pour les Rwandais et pour les pays voisins du Rwanda et même très dangereux. A tout moment il faut s'attendre à ce qu'une nouvelle guerre civile puisse éclater au Rwanda, et les victimes seront de loin plus nombreuses que celles que nous avons vues jusqu'à maintenant. Les victimes ne seront pas seulement les opprimés mais aussi les oppresseurs et leurs familles. Des scènes des mouvements de millions de gens fuyant le Rwanda comme ceux que la région des Grands Lacs Africains a connues en 1994 risquent de se répéter. Pour éviter une telle catastrophe, il est dans l'intérêt des tenants du régime actuel de Kigali de chercher à trouver un compromis avec son opposition afin de jeter les nouvelles bases pour une nouvelle société rwandaise réconciliée avec elle-même.
97. Le régime de Kigali n'a pas du tout renoncé à ses plans hégémoniques visant la déstabilisation et l'annexion des territoires des pays voisins (le Kivu de la RDC, le Karagwe de la Tanzanie, le Sud de l'Uganda et la partie Nord du Burundi). En fait, Laurent Nkundabatware n'est qu'un cas, demain ce sera Mutebutsi ou un autre Congolais, Ougandais, Burundais ou Tanzanien qui va s'attaquer à son propre pays en mission commandée pour le compte de Kigali. Il est dans l'intérêt de tous les peuples de la région des Grands Lacs Africains de conjuguer leurs efforts pour mettre fin à toutes aventures hégémoniques venant de qui que ce soit, y compris du régime de Kigali. Les peuples de la région des

Grands Lacs Africains ne devraient pas regarder le peuple rwandais sombrer dans une nouvelle tragédie sans agir. Il est temps que ces peuples prennent leur avenir dans leurs mains et cessent d'attendre une réponse qui viendra d'outre-mer alors que cette outre-mer est impliquée directement ou indirectement dans la tragédie sans précédent que notre région a vécue et depuis le 1^{er} Octobre 1990.

98. Les FDLR restent convaincues que les pourparlers de Rome qui ont culminent dans la Déclaration du 31 Mars 2005 sous le patronage de la Communauté San' Egidio constituent une base solide pour la recherche d'une solution pacifique à la crise des Grands Lacs Africains en général et du problème politique rwandais en particulier.
99. Puisse L'Imana, Le Dieu Unique et Tout-Puissant dont nos ancêtres ont toujours chanté les louanges et affirmé qu'Il passe sa journée ailleurs mais toujours rentre la nuit au Rwanda, faire éclater la lumière dans la région des Grands Lacs Africains et faire renaître l'harmonie entres tous ses enfants afin que plus jamais ils ne recommencent à s'entretuer !

Imana Yilirwa Ahandi Igataha i Rwanda!

Fait à Berlin le 7 Janvier 2008

Dr. Ignace Murwanashyaka



Président des FDLR.